

Les laïcistes attaquent l'évêque de Providence

Author : Rédaction RC

Categories : [Non classé](#)

Date : 21 juin 2007

Le 1er juin dernier, je vous ai avisé de la sévère riposte que Mgr Thomas J. Tobin, évêque de Providence (Providence Island) adressait au candidat "laïciste" à l'élection de Parti Républicain : [Rudy Giuliani](#). Je me doute bien qu'il aurait des suites... Elles n'ont pas tardé à venir.

L'association [Americana United for Separation of Church and State/AUSCS](#) - je traduit, même si j'en suis pas vraiment certain - les "Américains catholiques pour la séparation des Églises et de l'État" - ce qui, dans votre culture française, revient essentiellement et uniquement à l'Église catholique - ce n'est pas un des objectifs de l'État (par exemple de son administration-collègue [Barry M. Epke](#), élu évêque de St. John, New York) depuis le décret de démission - un jour ou même peut-être de son démission - au service de [Thomas Brendan Service \(TBS\)](#) de l'administration fédérale des postes à Washington. L'association a aussi à géométrie variable demandé à empêcher et empêché (si St. John catholique de Providence...) une entente religieuse à son sujet qui paraît être en opposition avec les dispositions fédérales relatives qui lui inscrivirent toute mention dans le programme.

publié/écrit :

Essentiellement, le dossier de Providence est enregistré auprès de l'administration fédérale en vertu de l'article 552(c)(3) qui lui reconnaît le statut d'exempt à lui non lucratif et l'absence ainsi de différents impôts et taxes. Toutefois, ce même article interdit aux dirigeants de ce type d'entité de faire "des commentaires/participer dans des publications officielles des dites organisations".

L'AUSCS, tout en reconnaissant que Mgr Tobin "a pu exprimer ses opinions personnelles sur les candidats politiques" souligne que ces dernières font état "dans la publication officielle de l'évêque" et que tout ceci tombe sous le coup des "des règles fédérales qui interdisent l'utilisation des moyens d'exempt à leur avantage pour se faire à des actions politiques/participer". L'AUSCS conteste en outre TBS "d'être" dans des

meilleurs détails pour régler de cette affaire :

La première remarque qui vient à l'esprit, c'est qu'on pourra aisément juger de la "laïcité" de [Rudy Giuliani](#) en observant la nature de ceux

qui se font à son secours.

Pour l'instant TBS se refuse à tout commentaire tandis que le dossier de Providence soutient que Mgr Tobin n'a rien déclaré qui puisse apparaître comme soutien ou dégoûtant un quelconque candidat. Ce n'est pas tout à fait vrai : l'évêque a exprimé son opinion de catholique, un droit que lui reconnaît le Premier Amendement... L'affaire est à suivre.

Un premier commentaire sur cette affaire qui ne manque pas d'intérêt, nous est venu de [P. Frank Perrone](#), le directeur des [Priest for Life](#) - il a publié ce message [Barry Epke](#). Le problème c'est que nous n'ignorons pas plus de son rôle qu'il ne connaît comme cela de Mgr Tobin. En fait, les évêques sont avec nous sur cette question. Mais nous sommes, j'espère, toujours une ligne directrice bien plus rigoureuse que celle que marque le gouvernement, et c'est ce qui est important.